

FAIRE DE 2017 UNE ANNÉE RICHE EN LUTTES SOCIALES

Au vu de la situation nationale et internationale, l'exercice des vœux devient de plus en plus difficile. La barbarie des guerres perpétrées par les occidentaux en Orient et en Afrique, l'accélération du dérèglement climatique et la dégradation de la situation sociale dans notre pays affectent le moral de tous et l'euphorie des fêtes de fin d'année a vite laissée la place aux angoisses habituelles.

Comment ne pas être angoissé lorsque nous assistons à la victoire du bourreau sanguinaire, Bachar Al Assad, qui pour le réveillon a continué de massacrer son peuple dans des villes comme Alep (ou comme à Mossoul en Irak) et contraint des milliers de syriens - enfants, femmes et hommes affamés et exténués par des années de guerre et d'oppression - à l'exil.

Cette nouvelle année célèbre également le couronnement de Donald Trump à la tête du plus puissant pays du monde. Bien qu'affublé d'un nom de canard sympathique, ce quarante-cinquième président des États-Unis, raciste, sexiste, homophobe, révisionniste, vindicatif (la liste est loin d'être exhaustive !), annonce la suppression des maigres droits sociaux des travailleurs américains et provoque déjà des tensions avec des puissances militaires, telle que la Chine, pour le plus grand profit de ses amis de l'armement, l'industrie et de la finance.

Comme si cela ne suffisait pas, le général en chef des armées en Inde promet à ses voisins chinois et pakistanais un conflit nucléaire lors de ses vœux, Erdogan continue d'emprisonner les démocrates, les syndicalistes, les journalistes et tous les citoyens turcs qui osent dénoncer ses exactions totalitaires et tentent de résister à cette dictature naissante.

Dans l'Hexagone, l'état d'urgence se porte bien et, oublieux de leur responsabilité dans les conflits armés qui entretiennent le terrorisme international, nos politiques ne se mobilisent que pour la campagne électorale présidentielle qui nous imposera le nouveau monarque républicain des cinq prochaines années.

Entre la primaire d'une droite antisociale et antisyndicale qui joue la surenchère dans l'ignominie réactionnaire et la primaire d'une soi-disant gauche, inaudible malgré les battages médiatiques incessants, qui tente de faire oublier ses trahisons et son bilan catastrophique, le front national est aux aguets en continuant de surfer sur les peurs, les frustrations et la misère sociale.

Adversaires dans cette course au Graal suprême, ils s'entendent comme larrons en foire pour camoufler la crise démocratique actuelle et pour défendre ce système capitaliste en fin de vie qui génère leurs choix économiques libéraux, antisociaux

et leurs politiques sécuritaires.

Mais l'année qui vient de s'écouler a vu également la construction d'un conflit social majeur, majoritairement soutenu par la population et qui n'est d'ailleurs toujours pas terminé. En effet, le combat contre la loi « Travail » se poursuit par la lutte dans les entreprises et sur le territoire, et une mobilisation nationale n'est toujours pas à exclure.

Ce début 2017 voit se multiplier des actes de résistances sociales à l'arbitraire patronal et à son pouvoir politique ainsi qu'une poussée revendicative forte : les VTC ubérisés, les salariés de la Tour Eiffel, ceux de la Clinique des Ormeaux, de la papeterie de Rottersac, les papetiers Reno de Medici de Blendecques, etc.

Leur loi scélérate, imposée par un pouvoir minoritaire par le biais d'une constitution relevant plus de la monarchie que de la République, trouve sur son chemin l'opposition déterminée des salariés et de la CGT qui, grâce à la confiance retrouvée, vont de nouveau démontrer leur capacité collective à combattre les régressions sociales de toute sorte.

Poussons les feux de nos revendications, soyons à l'offensive sur nos propositions et nos revendications : augmentation des salaires à plus de 10%, réduction du temps de travail à 32h, défense d'une protection sociale de haut niveau, ect.

Plutôt que de rentrer dans le jeu de la pantomime médiatique des chiens de garde du pouvoir, imposons nos priorités et plaçons les questions sociales au cœur des échéances électorales à venir.

Il ne tient qu'à nous de construire 2017 en année riche en luttes sociales amenant de nouvelles conquêtes pour le monde du Travail.

C'est dans cet esprit que votre fédération vous souhaite des vœux de Paix, de justice et de progrès social et une très bonne année 2017 pour vous et vos proches. •



ILS SE BATTENT POUR LEUR DIGNITÉ!

Les camarades de la papeterie Munksjo de Rottersac sont en grève depuis le le lundi 2 janvier 2017. Ils se battent avant tout pour leur dignité.

Depuis des mois, les élus Filpac-CGT déplorent une politique de harcèlement morale dans cette papèterie, politique savamment mise en œuvre par la direction afin de réduire les effectifs à moindre coûts.

Les camarades de Rottersac sont confrontés à une direction sourde à toutes revendications ou remarques sur les organisations et conditions de travail. Dans cette usine la direction préfère les conflits au dialogue social même si cette position est en parfaite contradiction avec les discours que portent, apparemment, le Medef et le patronat papetier. Les dirigeants de la papeterie Munksjo de Rottersac vont-ils considérer eux aussi, à l'instar de Gattaz, que le syndicat Filpac-CGT et les salariés de cette usine sont des « terroristes » parce qu'ils refusent de subir plus longtemps cette situation ? Le secrétaire général de la Filpac-CGT accompagné du secrétaire général du Livre de Bordeaux et secrétaire du Comité régional Aquitaine, s'est rendu sur les lieux lundi 9 janvier 2017 afin d'apporter le soutien plein et entier de la Filpac au combat légitime qu'ils sont en train de mener. La délégation fédérale n'a

rencontré à cette occasion aucun terroriste ni illuminé d'aucune sorte mais des salariés déterminés à ne plus subir le diktat d'un directeur « despote ».

Les camarades de l'entreprise refusent qu'un salarié puisse être licencié pour avoir refusé d'effectuer une tâche mettant directement en danger son intégrité physique. Alors que le nombre d'accidents du travail est en constante augmentation dans la branche papetière, le directeur de la papèterie de Rottersac ne peut pas demander à un salarié de mettre en réserve sa santé et sa sécurité au travail et doit apprendre à appliquer la loi. En effet, celle-ci stipule clairement que *« l'employeur doit veiller à la sécurité et à la protection de la santé de ses salariés. Il doit prendre les mesures de prévention des risques professionnels nécessaires et informer et former ses salariés sur ces risques. Il doit aussi respecter certaines règles dans l'aménagement et l'utilisation des locaux de travail. L'employeur négligent engage sa responsabilité. »*

On est très loin du compte sur le site de Rottersac !

Il faut croire que le directeur de l'usine pense que la vie humaine vaut moins que les résultats financiers ! Le groupe finlandais Munksjö Corporation a-t-il la même conception de la personne humaine et des relations sociales que le directeur de son site situé à Lalinde ? La Filpac n'hésitera pas à l'interpeller fortement sur cette question.

Toujours est-il que les femmes et les hommes de Munksjö Rottersac sont dans une situation de stress et de mal être au travail et qu'ils en ont assez d'endurer cette ambiance malsaine et délétère et ces continuels chantages aux licenciements. C'est pour cette raison que les salariés de Rottersac vont continuer le combat, fiers de défendre leur dignité et les valeurs humanistes de la CGT.

C'est pour cette raison que la Filpac-CGT sera toujours aux côtés des salariés en lutte ! •

Les camarades de l'entreprise refusent qu'un salarié puisse être licencié pour avoir refusé d'effectuer une tâche mettant directement en danger son intégrité physique.

FILPAC-CGT VITROLLES TROP C'EST TROP!

À Vitrolles le 11 Janvier 2017

Le 30 novembre dernier était réuni au siège du SPQN à Paris, Gérard Letréguilly pour le SIP, Didier Lourdez pour le SGLCE, David Dugué, Michaël Pinci pour le syndicat de Vitrolles et Guillaume Riccobono pour le groupe Riccobono où il a été convenu de la nécessité de trouver une issue à la situation conflictuelle rencontrée à Méditerranée Offset Presse et un constat de discussions a été signé par l'ensemble des participants. Nous avons donc respecté la totalité de l'accord signé mais il en est pas de même de la part de la direction Riccobono qui procède à une surenchère que nous considérons inacceptable et qui remet en cause la quasi-totalité des acquis sociaux de l'entreprise avec une volonté de faire

(...) La volonté déguisée de la direction Riccobono est bel et bien la fermeture de l'entreprise en nous en faisant porter la responsabilité.

disparaître environ 30% des effectifs et qui met en péril la pérennité de Méditerranée Offset Presse.

Sur ces bases-là, la volonté déguisée de la direction Riccobono est bel et bien la fermeture de l'entreprise en nous en faisant porter la responsabilité.

Non seulement la direction ne respecte pas l'accord signé mais en plus elle nous fait du chantage... Soit nous acceptons sa proposition, soit il n'y aura pas de continuité de l'activité... De plus, dans toutes les entreprises où ce type d'accord a été signé, l'activité à terme a été arrêtée...

Peut-être que la direction se sent encouragée par la loi travail ? Il est donc nécessaire après 7 mois de discussions, de mettre un coup d'arrêt aux provocations et à l'attitude destructrice de la direction Riccobono ! Ce qui appelle une riposte d'envergure de l'ensemble de la profession à notre sens. Ce jeudi 12 Janvier 2017, une assemblée générale des personnels se tiendra à Méditerranée Offset Presse et se prononcera sur les propositions d'actions du syndicat. •

Le bureau du Syndicat

Les suppressions d'emplois au cœur des tractations d'acquisitions

Soutenez la reprise de Paris Normandie par les salariés

Rossel déclare regarder toutes les opportunités d'acquisitions de titres de presse pour grossir son empire de presse déjà gigantesque. Il espère peser encore plus lourdement sur l'emploi dans ses entreprises avec cette stratégie de conquête « papivore ». En effet, celui-ci se porte acquéreur des titres de Paris Normandie au Tribunal de Commerce de Rouen et prévoit de licencier 40 salariés alors qu'un plan de départ de 31 salariés vient d'avoir lieu à l'été 2016. Le même groupe Rossel souhaite aujourd'hui supprimer 178 emplois à La Voix du Nord afin de dégager du cash pour ses opérations d'acquisitions.

L'actuel actionnaire du titre Paris Normandie, Xavier Ellie, alors que l'entreprise a un excédent brut d'exploitation (EBE) positif, propose lui, un nouveau plan de licenciements qui concernerait 31 salariés. Dans le même temps, dans les autres groupes de presse, il est annoncé des plans de restructurations, de licenciements voir des fermetures d'entreprises... Toutes ces acquisitions et restructurations, avec leurs cohortes de licenciements, sont mortifères pour l'emploi et les titres concernés et laissent entrevoir des conditions de travail totalement dégradées pour les salariés dans l'ensemble des titres de presse à plus ou moins long terme.

Il suffit !

Les salariés de Paris Normandie, las d'avoir à subir des plans de licenciements continuels et las d'avoir supporté les méthodes de la famille Hersant et de Xavier Ellie, ne veulent pas avoir à endurer Rossel comme unique actionnaire ! C'est pourquoi ils se portent acquéreurs de l'entreprise au Tribunal de Commerce sous forme de Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC).

Paris Normandie n'est pas une entreprise moribonde, les salariés ont un projet qui pérennisera les titres de Paris Normandie et de la presse havraise, le pluralisme de la presse et les emplois.

Les salariés de Paris Normandie ont



Les salariés de Paris Normandie, las d'avoir à subir des plans de licenciements continuels et las d'avoir supporté les méthodes de la famille Hersant et de Xavier Ellie, ne veulent pas avoir à endurer Rossel comme unique actionnaire !

besoin de la solidarité de tous pour constituer le capital social de départ. La réussite de ce projet démontrera que la solidarité, dans la profession et dans la CGT, n'est pas un vain mot. Ils ont donc besoin du soutien, en premier lieu, des équipes de tous les titres de presse, toutes catégories confondues, qui pourront dire fièrement : « Nous avons participé à sauver Paris Normandie et ses emplois ». Il y a des luttes à mener, il y a des luttes gagnantes, gagnons celles-ci ensemble !

Prenez des parts sociales (la part sociale est fixée à 50 euros) **ou** faites un don à envoyer à :

**Véronique Christol - SCIC -
45, rue Dumont -
76300 SOTTEVILLE-LES-ROUEN**
Plus d'informations sur le site de la FILPAC CGT. •

SUPPRESSION D'EMPLOIS À LA VOIX DU NORD

178 POSTES MENACÉS

DONNEZ DE LA VOIX LE 14 JANVIER!



A LILLE, LE 10 JANVIER 2017
L'intersyndicale Filpac-CGT - SNJ-CGT - SNJ - CFDT a unanimement condamné, ce mardi 10 janvier, lors du CE extraordinaire, le plan social présenté par la direction, notamment représentée par Michel Nozière, PDG, et Gabriel D'Harcourt, directeur général délégué.

D'abord pour sa brutale ampleur : un projet de suppressions de 178 postes, dont 72 dans la rédaction, 48 chez les employés, 36 ouvriers et 22 cadres. Une ampleur que rien ne justifie, pas même la baisse effective des chiffres d'affaires, argument massue de la direction, qui utilise à plein la loi Travail même si elle s'en défend. *La Voix du Nord* continue en effet d'avoir un résultat net positif et la direction projette de racheter *Paris Normandie*, elle entend ainsi poursuivre sa croissance externe, comme l'a indiqué Michel Nozière. Mais le PDG nous a fortement rassurés : mieux vaut amputer l'entreprise aujourd'hui, avec des départ volontaires, que de lui couper les deux membres demain, sans le baume de ces indemnités. Or à ce jour, la direction ne s'interdit pas

d'utiliser des licenciements pour atteindre l'effectif cible. Pourtant, ce plan social et la réorganisation qu'il contient (redéploiement de la rédaction et priorité au numérique, arrêt d'une rotative et suppression de postes, suppression de service, et externalisations de tâches chez les chauffeurs et au prémédia, réduction drastique du nombre. d'assistantes d'édition...) sont de nature à mettre en danger le journal. Avec 25 % de postes en moins, comment fera-t-on fructifier le chiffre d'affaires nu-

mérique, comment évitera-t-on l'effondrement du papier ?

Il est donc important d'avoir obtenu l'ouverture des négociations sur le plan de réorganisation, avant le volet social, qui sera vu notamment le 30 janvier (conditions de départ volontaire). Le CE de ce mardi a aussi permis de savoir qu'une certaine marge de manoeuvre, difficile à apprécier mais relative, va exister dans la négociation, à la fois dans le nombre de postes finalement supprimés et dans la réorganisation, si « *c'est économique raisonnable* » (sic).

Enfin, le choix du cabinet de reclassement n'a pas été possible ce mardi et les élus ont demandé à auditionner un troisième candidat, un nouveau CE extraordinaire ayant lieu ce lundi 16 janvier. Et vos représentants ont souhaité et obtenu que la période de déclaration de départ volontaire ne s'ouvre qu'après la première négociation sur le sujet. Cette période de déclaration devrait toujours courir jusqu'au 28 février.

Nous pourrions entrer davantage dans le détail de ce PSE et des négociations, recueillir vos réactions et votre volonté lors de l'assemblée générale du personnel de ce samedi 14 janvier, à 11h, à la Pilaterie. Venez nombreux. De votre capacité de mobilisation, découlera notre capacité à garantir de bonnes négociations, et de bonnes conditions de travail au sein de *La Voix du Nord*. •

Sites/catégories professionnelles	EFFECTIFS ACTUEL					SUPPRESSIONS					EFFECTIFS CIBLE				
	EMPL.	OUV.	CADRE	JOURN.	TOTAL	EMPL.	OUV.	CADRE	JOURN.	TOTAL	EMPL.	OUV.	CADRE	JOURN.	TOTAL
Assistant	82	2	11	11	95	34	1	1		36	48	1	10	0	59
Direction			2	10	12				3	3	0	0	2	7	9
Journaliste Manager				90	90				10	10	0	0	0	80	80
Journaliste				225	225				53	53	0	0	0	172	172
Photographe				18	18				6	6	0	0	0	12	12
Responsable comptable			5		5			2		2	0	0	3	0	3
Gestionnaire paie	4			4	4	1				1	3	0	0	0	3
Comptable	9		1	10	10	4		1		5	5	0	0	0	5
Infirmière	1			1	1	1				1	0	0	0	0	0
Manager de projet			3		3			2		2	0	0	1	0	1
Responsable Logistique			4		4			3		3	0	0	1	0	1
Commercial terrain			13		13			4		4	0	0	9	0	9
Responsable prémedia			9		9			5		5	0	0	4	0	4
Graphiste		25			25		13			13	0	12	0	0	12
Responsable rotativiste			4		4		1			1	0	0	3	0	3
Rotativiste		26			26		11			11	0	15	0	0	15
Conducteur		10			10		2			2	0	8	0	0	8
Responsable technique			6		6			3		3	0	0	3	0	3
Technicien		14			14		4			4	0	10	0	0	10
Aide électricien		1			1		1			1	0	0	0	0	0
Expéditionnaire		2	9		11		2	4		6	0	5	0	0	5
Chauffeur		6			6		6			6	0	0	0	0	0
TOTAL	104	87	58	343	592	48	36	22	72	178	56	51	36	271	414



32h pour moi, un emploi pour elle comme pour lui



Travailler moins, travailler mieux, travailler toutes et tous •

www.cgt.fr



<https://www.facebook.com/ConfederationGeneraleTravail>



<https://twitter.com/lacgtcommuniqu>